

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX (CFMNF)
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 31 octobre 2019 à la SOCIÉTÉ COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX pour l'exploitation de son installation de tri, transit et traitement de métaux ferreux et non ferreux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1 mars 2022 portant prescriptions complémentaires à la SOCIÉTÉ COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} juillet 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. une visite d'inspection a été effectuée le 10 juin 2025 afin de vérifier le respect des prescriptions applicables aux rejets des eaux usées domestiques et des eaux pluviales de ruissellement de l'ICPE ;
2. lors de la visite d'inspection du 10 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les eaux domestiques sont acheminées vers un dispositif de traitement interne à l'entreprise : une micro station modulaire NDG eau XS agréée par les ministères de la santé et de l'écologie ;

3. l'exploitant ne respecte pas les fréquences de suivi et d'entretien de la micro station préconisée par le constructeur et ne peut pas garantir que les concentrations maximales en sortie de traitement sont conformes à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 ;
4. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 11.3.3 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé ;
5. lors de la visite d'inspection du 10 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les points de prélèvements pour les rejets des effluents aqueux ne sont pas clairement indiqués sur le site pour les intervenants. L'absence de canal de mesure ne permet pas de mesurer le débit ;
6. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 11.3.5 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé ;
7. lors de la visite d'inspection du 10 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne mettait pas en place de contrôle d'autosurveillance pour ses rejets aqueux à fréquence annuelle ;
8. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 16.1 et 16.4 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé ;
9. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence d'autosurveillance, les suivis et les entretiens non réguliers de la micro station de traitement des eaux domestiques, du décanteur lamellaire et des filtres entraînent un dépassement des valeurs limites d'émission pour certains polluants ;
10. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX de respecter les prescriptions des articles 11.3.3, 11.3.5, 16.1 et 16.4 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1 mars 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX à Longueil-Sainte-Marie (siège social), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11.3.3 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé dans un délai de 3 mois :

- en transmettant à l'inspection des installations classées un cahier de suivi et d'entretien de la micro station conformément au guide d'utilisation ;
- en effectuant une analyse en sortie de la micro station pour s'assurer que les concentrations maximales en sortie de traitement sont conformes à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 susvisé.

Article 2 :

La société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX à Longueil-Sainte-Marie (siège social), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11.3.5 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé dans un délai de 1 mois :

- en signalant sur le site les points de prélèvement des différents rejets d'effluents aqueux pour les intervenants ;
- en mettant en place un canal de mesure.

Article 3 :

La société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX à Longueil-Sainte-Marie (siège social), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1 mars 2022 dans un délai de 3 mois en respectant les valeurs limite d'émission pour la DBO₅, la DCO, les MES et le Cuivre.

Article 4 :

La société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX à Longueil-Sainte-Marie (siège social), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 16.1 et 16.4 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 susvisé dans un délai de 3 mois en effectuant un contrôle d'autosurveillance pour 2025 et en mettant ses résultats dans GIDAF.

Les résultats seront communiqués dès réception à l'Inspection, accompagnés d'un courrier explicatif en cas de non-conformité.

Article 5 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 7 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **31 JUIL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX NON FERREUX (CFMNF)

Monsieur le Sous-Préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Madame l'Inspectrice de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France